

Pouvoir d'emprunt—Loi

Madame la Présidente, c'est le temps d'avoir un gouvernement pour la population canadienne ordinaire.

[Traduction]

Il en va de même pour les programmes sociaux. Ils sont soumis à une attaque en règle. C'est la fin de l'universalité des programmes sociaux qui commence. Comme dit le vieux proverbe chinois, il suffit d'un pas pour entreprendre un voyage de mille lieues. Nous sommes témoins en ce moment du début de la fin de l'universalité des programmes sociaux. Environ 535 000 Canadiens vont voir le gouvernement récupérer leurs allocations familiales, en tout ou en partie. Environ 132 000 titulaires de la pension de sécurité de la vieillesse vont voir leur pension retourner au fisc en tout ou en partie.

M. Blenkarn: Ceux qui gagnent plus de 50 000\$.

M. Nystrom: Le président du comité des finances a toujours raison. C'est un type très honnête et très ouvert. Il est toujours très franc. Il a dit que la taxe de vente nationale allait ajouter 10 milliards au fardeau fiscal des Canadiens. Il dit que les réductions, c'est une récupération que le Parti conservateur va pratiquer sur les gens qui gagnent plus de 50 000\$ par année.

M. Blenkarn: C'est un revenu imposable.

M. Nystrom: Supposons un ménage ayant quelques enfants et un seul salaire de 51 000 ou 52 000\$ par année.

M. Blenkarn: Il n'y aura pas de récupération.

M. Nystrom: Il y aura récupération partielle si vous gagnez plus de 50 000\$.

M. Blenkarn: Il s'agit de revenu imposable.

M. Nystrom: Très bien. Vous avez un revenu imposable de 51 000\$ par année avec un seul salaire, mais il y aura une partie qui sera rempochée.

M. McDermid: Pour cela il faut qu'il gagne 85 000\$ environ.

M. Nystrom: La personne en question gagnera peut-être pas mal. Mais passons à un autre cas, celui d'un ménage à deux salaires se situant tous les deux autour de 48 000\$ de revenu imposable. Cela fait environ deux fois plus d'argent que dans le cas du premier ménage, mais aucune partie de cet argent ne sera récupérée. Ce n'est pas équitable. Le président du comité des finances sait que c'est vrai. Où est l'équité, madame la Présidente, dans la comparaison de ces deux ménages? Trouvez-vous juste qu'un ménage qui gagne presque le double n'ait aucune partie de son revenu récupérée? Et si l'on fixe cela à 50 000\$ aujourd'hui, dans combien de temps cela

passera-t-il à 40 000\$, à 30 000\$, à 25 000\$? Dans combien de temps la politique sociale du pays va-t-elle devenir une politique de bien-être social, avec critère de revenu qui va léser les Canadiens moyens?

[Français]

Mais, madame la Présidente, ce ne sont pas seulement les allocations familiales, ce ne sont pas seulement les pensions de sécurité de la vieillesse, ce n'est pas seulement cela, c'est l'assurance-chômage.

Le gouvernement fédéral, maintenant, est en train de privatiser l'assurance-chômage, en se retirant de l'assurance-chômage. Imaginez, madame la Présidente, la Commission de l'assurance-chômage. . .

[Traduction]

Imaginez la Commission de l'assurance-chômage gérée par les grandes sociétés. Le gouvernement veut épargner des centaines de millions de dollars en se retirant de l'assurance-chômage. Il épargnera aussi en ne respectant pas ses promesses concernant les garderies.

• (1250)

Remarquez que le président du comité des finances n'a pas parlé des garderies durant la campagne parce qu'il savait bien qu'après les élections, le premier ministre (M. Mulroney) ne tiendrait pas parole et renierait les promesses faites aux femmes, aux mères et aux pères du Canada.

Le gouvernement réduit ses dépenses, c'est vrai, mais il le fait aux dépens des programmes sociaux. Il le fait en supprimant l'universalité, en sabrant dans l'assurance-chômage et en démantelant le développement régional. Il met la hache dans les programmes destinés aux gens ordinaires. Avec ce projet de loi portant pouvoir d'emprunt, il met à contribution les Canadiens moyens de tout le pays.

C'est probablement la première fois que les conservateurs dévoilent dans un budget leur véritable objectif qui vise à harmoniser de plus en plus nos politiques et nos programmes avec ceux des États-Unis. La première étape était l'Accord de libre-échange. . .

Une voix: Je préfère l'Argentine.

M. Nystrom: . . .et ils l'ont obtenu. Un député d'en face dit qu'il préfère l'Argentine. La première étape était la conclusion de l'Accord de libre-échange avec les États-Unis qui fait perdre au Canada une bonne partie de sa souveraineté. Même si une écrasante majorité de Canadiens ont voté contre cette idée et contre le Parti conservateur, à cause des caprices de notre système électoral, l'Accord a été conclu.